

de bicyclettes que pour celui de voitures d'enfants, de fauteuils roulants, etc. Une partie des wagons pourrait être équipée avec des sièges pour les voyageurs et le secteur de chargement avec des sièges rabattables. Mais ces voitures ne peuvent être introduites que dans des trains moins fortement fréquentés. Cependant, les coûts de transport des vélos ne pourraient pratiquement pas être bas parce que la surface nécessaire au transport d'une bicyclette est à peu près la même que celle d'une place assise dans un train. Les prix ne doivent cependant pas être prohibitifs.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt, von der Petition Kenntnis zu nehmen und das Postulat Ad 92.2016 zu überweisen.

Proposition de la commission

La commission propose de prendre connaissance de la pétition et de transmettre le postulat Ad 92.2016.

Angenommen – Adopté

Ad 92.2016

Postulat der Kommission für Verkehr und Fernmeldewesen

«Bahn und Bus 2000» mit dem Velo

Postulat de la Commission des transports et des télécommunications

«Rail et Bus 2000» avec le vélo

Wortlaut des Postulates vom 3. November 1992

Der Bundesrat wird aufgefordert, auf die Transportunternehmungen in folgendem Sinne Einfluss zu nehmen:

1. Die Transportunternehmungen setzen sich für gute Zufahrten und Abstellmöglichkeiten für Velos bei den Bahnhöfen ein.
2. Die Mitnahme von Velos (nach dem Selbstverladesystem) ist – soweit dies betrieblich zu bewältigen ist – zu einem günstigen Preis zu ermöglichen.
3. Bei Rollmaterialbeschaffungen wie auch bei Revisionen ist den technischen Anforderungen für den Velotransport Rechnung zu tragen.
4. Die schweizerischen Transportunternehmungen setzen sich in internationalen Organen für die Aufrechterhaltung und Ermöglichung des Velotransportes im internationalen Verkehr ein.

Texte du postulat du 3 novembre 1992

Le Conseil fédéral est prié d'intervenir auprès des entreprises de transport afin qu'elles appliquent les principes ci-après:

1. Les entreprises de transport s'engagent à améliorer les accès et les possibilités de déposer les vélos à la gare.
2. Sur tous les moyens de transports publics, il devrait être possible, moyennant un prix raisonnable et lorsque l'exploitation le permet, d'emmener un vélo (manutention par l'utilisateur).
3. Lors de l'acquisition de matériel roulant et lors de révisions, on tiendra compte des particularités techniques du transport des vélos.
4. Les entreprises de transport suisses s'engagent dans les organismes internationaux pour que le transport des vélos reste possible entre les différents pays.

Schriftliche Begründung

Die Urheber verzichten auf eine Begründung und wünschen eine schriftliche Antwort.

Développement par écrit

Les auteurs renoncent au développement et demandent une réponse écrite.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 7. Dezember 1992

Als übergeordnete Zielsetzungen sind die Anliegen gerechtfertigt. Der Bundesrat ist bereit, sich bei den Unternehmen für eine solche Leistungserbringung einzusetzen, sofern ein Handeln überhaupt in seinem Kompetenzbereich liegt, Eingriffe nicht den unternehmerischen Spielraum tangieren und sich die Leistungen für den Velotransport marktgerichtet und marktgerecht verhalten.

Rapport écrit du Conseil fédéral du 7 décembre 1992

Les demandes figurant dans le postulat sont justifiées en tant qu'objectifs supérieurs. Nous sommes disposés à nous engager auprès des entreprises pour qu'elles fournissent de telles prestations, à condition que nous soyons habilités à agir, que les interventions ne touchent pas la marge de manoeuvre des entreprises et que les prestations pour le transport des vélos soient adaptées au marché.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates

Der Bundesrat ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen.

Déclaration écrite du Conseil fédéral

Le Conseil fédéral est prêt à accepter le postulat.

Überwiesen – Transmis

92.064

Voranschlag der Eidgenossenschaft 1993 Budget de la Confédération 1993

Differenzen – Divergences

Siehe Seite 2547 hiervor – Voir page 2547 ci-devant
Beschluss des Ständerates vom 15. Dezember 1992
Décision du Conseil des Etats du 15 décembre 1992

Hess Peter, Berichterstatter: Auf der Fahne, die Ihnen heute morgen ausgeteilt wurde, sehen Sie, dass noch drei Geschäfte in die Differenzbereinigung einbezogen sind. Beim ersten Geschäft, Schweizerisches Forschungszentrum für Mikrotechnik, Neuenburg, hat der Ständerat Festhalten beschlossen; d. h., der Betrag wird gemäss ursprünglichem Antrag des Bundesrates lediglich um 600 000 Franken auf 20 985 000 Franken erhöht. Die Kommission beantragt Ihnen, dem Ständerat zuzustimmen, weil wir hier jetzt am Ende der Differenzbereinigung sind und weitere Differenzen nur noch in einer Einigungskonferenz erledigt werden könnten. Beim Militärdepartement ist die Situation entgegengesetzt. Sie erinnern sich, dass wir gestern im Verhältnis 2 zu 1 beschlossen haben, beim Militärdepartement an Kürzungen im Umfang von 150 Millionen Franken festzuhalten. Der Ständerat hat die Abstimmungsverhältnisse in unserem Rat als nicht überzeugend eingeschätzt und ohne weitere Diskussion mit 30 zu 7 Stimmen beschlossen, seinerseits an einer Kürzung von nur 100 Millionen Franken festzuhalten. In der Finanzkommission des Nationalrates wurde die Situation nochmals eingehend diskutiert; sie beantragt Ihnen nun mit 9 zu 3 Stimmen, an unserem Vorschlag, Kürzung um 150 Millionen Franken, festzuhalten. Wir haben heute morgen auch einen Vermittlungsantrag zur Diskussion gestellt, der sich dann auf der Mitte, d. h. bei 125 Millionen Franken, einpendeln würde. Das würde aber bedingen, dass wir jetzt in einem ersten Umgang an unserem Vorschlag festhalten und an einer allenfalls heute nachmittag einzuberufenden Einigungskonferenz mit dem Ständerat eine Mittellösung finden würden.

Ich empfehle Ihnen dringend, dem Antrag Ihrer Kommission zu folgen und Festhalten zu beschliessen.

In der dritten Differenz geht es darum, beim Bundesamt für Kommunikation, Position «Internationale Rundfunkveranstalter», dem Ständerat zuzustimmen, der aufgrund von Vermittlungsüberlegungen im Verhältnis deutsche Schweiz/französische Schweiz Festhalten beschlossen hat.

Die Kommission stimmt dem Ständerat zu. Es würde also in diesem Sinne nur eine Differenz beim EMD verbleiben.

M. Narbel, rapporteur: Trois divergences subsistent au niveau du budget de la Confédération. Au Département fédéral de l'intérieur, tout d'abord, pour le Centre suisse d'électronique et de microtechnique à Neuchâtel, je rappelle qu'hier nous avons accepté une proposition d'élever le montant à 25 millions. Le Conseil des Etats, entendant les explications du Conseil fédéral et surtout les modifications intervenues dans le budget suite à la décision populaire de ne pas accepter le Traité sur l'EEE, a bloqué un certain nombre de montants pour les recherches européennes. Selon les renseignements qui ont été communiqués au Conseil des Etats et à la Commission des finances de notre conseil ce matin, il semble que le Conseil fédéral envisagera de débloquer certains fonds, et qu'en définitive le montant de 20 985 000 francs pourrait être complété par des ressources provenant d'autres secteurs. Par conséquent, à l'unanimité, la Commission des finances vous propose de vous rallier à la position du Conseil des Etats.

En ce qui concerne le Département militaire fédéral, nous avons une divergence puisque le Conseil des Etats, à une large majorité, soit 30 voix contre 7, en est resté à des réductions de 100 millions. La Commission des finances a écarté ce matin une proposition d'avoir une réduction de 125 millions et est restée ferme sur la proposition de maintenir une réduction de 150 millions, décision que vous aviez prise au premier et au deuxième débat. A sa majorité, la Commission des finances vous invite à rester sur cette position. Une divergence devrait donc être réglée lors de la conférence de conciliation qui doit avoir lieu cet après-midi.

En ce qui concerne la dernière divergence, relative au Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie, la Commission des finances vous demande de vous rallier à la proposition du Conseil des Etats et d'éviter ainsi une deuxième divergence.

Finanzrechnung – Compte financier

Departement des Innern – Département de l'intérieur

327 Bundesamt für Bildung und Wissenschaft

Antrag der Kommission

3600.108 Schweiz. Forschungszentrum für Mikrotechnik, Neuenburg

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

327 Office fédéral de l'éducation et de la science

Proposition de la commission

3600.108 Centre suisse de recherche en microtechnique, Neuchâtel

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

M. Zwahlen: J'ai renoncé à maintenir une divergence et à vous inviter, aujourd'hui encore, à en rester aux 25 millions proposés hier. Du fait que le Conseil des Etats, dans sa discussion d'hier soir au sujet du budget, admet le bien-fondé de notre demande, il a plus ou moins fait une promesse nous disant que c'est dans le cadre des crédits de participation suisse aux programmes européens de recherche, dont nous parlerons cette semaine encore – il y a, je vous le rappelle, 477 millions prévus sur quatre ans, – qu'il serait possible de prélever quelques millions pour subventionner plus largement ce Centre suisse d'électronique et de microtechnique à Neuchâtel.

J'aimerais simplement vous faire part du fait que nous ne sommes pas les seuls à nous préoccuper de la recherche en

Suisse. M. le professeur Richard Ernst, prix Nobel en 1991, dans une conférence qu'il a donnée cette semaine encore, a exprimé ses préoccupations face à l'avenir de la recherche en Suisse, après le refus de l'adhésion à l'EEE. Il est donc vivement souhaitable que nous nous en souvenions lorsqu'il sera question d'utiliser concrètement les 477 millions prévus pour les quatre prochaines années. Je vous remercie de vous en souvenir.

Bundesrat Stich: Darf dazu etwas beifügen: Die Kredite für den EWR werden grundsätzlich gesperrt; sie werden nicht einfach so freigegeben. Hier ist die Bedingung, dass Neuenburg an Forschungsprogrammen mit der EG beteiligt wäre – dann wäre das ein Grund, sonst nicht. Umgekehrt – das muss man auch sagen – hat der Bundesrat natürlich die Möglichkeit, etwas mehr zu tun für Neuenburg. Er ist ja frei in der Verschiebung seiner Kredite; das wäre eine andere Möglichkeit.

Militärdepartement – Département militaire

Antrag der Kommission

511 Stab der Gruppe für Generalstabsdienste

3200.009 Bauten

Festhalten

541 Gruppe für Rüstungsdienste

3130.041 Munition für die Ausbildung

3220.001 Persönliche Ausrüstung und Erneuerungsbedarf

3230.001 Rüstungsmaterial

Festhalten

Proposition de la commission

511 Etat-major du groupement de l'état-major général

3200.009 Constructions

Maintenir

541 Groupement de l'armement

3130.041 Munition d'instruction

3220.001 Equipement personnel et besoin de renouvellement

3230.001 Matériel d'armement

Maintenir

Angenommen – Adopté

Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement

Département des transports, des communications et de l'énergie

808 Bundesamt für Kommunikation

Antrag der Kommission

3600.002 Internationale Rundfunkveranstalter

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

808 Office fédéral de la communication

Proposition de la commission

3600.002 Diffuseurs internationaux de programmes

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Korrekturen infolge des EWR-Neins

Corrections consécutives au vote négatif sur l'EEE

Behörden und Gerichte – Autorités et tribunaux

104 Bundeskanzlei

Antrag der Kommission

3100.850 Druckerzeugnisse, Bürobedarf

3180.850 Informatik-Programme und Dienstleistungen

4010.850 Informatik-Hardware und Büromatik

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*104 Chancellerie fédérale**Proposition de la commission*

3100.850 Imprimés, fournitures de bureau
 3180.850 Programmes et prestations de service informatiques
 4010.850 Matériel informatique et bureautique
 Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté**Departement des Innern – Département de l'intérieur**Antrag der Kommission**306 Bundesamt für Kultur*

3600.850 Beteiligung der Schweiz an EG-Programmen Media
 Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

314 Amt für Bundesbauten

3110.850 Ausstattung mit und Ersatz von Mobiliar
 Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

316 Bundesamt für Gesundheitswesen

3130.850 Verbrauchsmaterial der Laboratorien
 3180.850 Klassierung der Gifte und Chemikalien
 Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

317 Bundesamt für Statistik

3110.850 Apparate
 3160.850 Spesenentschädigungen
 3180.850 Kommissionen und Honorare
 3180.851 Forschungs- und Entwicklungsaufträge
 3180.852 Aus- und Weiterbildung
 3180.853 Kosten für Erhebungen
 3190.850 Uebrige Sachausgaben
 3600.850 Teilnahme an den EG-Programmen im Bereich der Statistik
 Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

318 Bundesamt für Sozialversicherung

3190.850 Leistungsaushilfe bei Krankenkassen
 3190.851 Auffangeinrichtung bei der beruflichen Vorsorge
 3600.850 Leistung des Bundes an die AHV bzw. IV
 3600.851 Ergänzungsleistungen AHV/IV
 3600.852 Familienzulagen in der Landwirtschaft
 Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

327 Bundesamt für Bildung und Wissenschaft

3600.304 Europäische technische F + E-Zusammenarbeit
 3600.309 EG-Programme zur Förderung der Bildung und Mobilität
 Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Proposition de la commission**306 Office fédéral de la culture*

3600.850 Participation de la Suisse aux programmes Media de la CE
 Adhérer à la décision du Conseil des Etats

314 Office des constructions fédérales

3110.850 Dotation en mobilier et son remplacement
 Adhérer à la décision du Conseil des Etats

316 Office fédéral de la santé publique

3130.850 Fournitures des laboratoires
 3180.850 Classification des produits toxiques et chimiques
 Adhérer à la décision du Conseil des Etats

317 Office fédéral de la statistique

3110.850 Appareils
 3160.850 Dédommagements
 3180.850 Commissions et honoraires
 3180.851 Mandats de recherche et de développement
 3180.852 Formation et perfectionnement
 3180.853 Frais d'enquêtes
 3190.850 Autres dépenses d'équipement
 3600.850 Participation aux programmes statistiques de la CE
 Adhérer à la décision du Conseil des Etats

318 Office fédéral des assurances sociales

3190.850 Prestations sous forme d'avance aux caisses-maladie
 3190.851 Institution supplétive de la prévoyance professionnelle
 3600.850 Prestation de la Confédération à l'AVS, resp. à l'AI
 3600.851 Prestations complémentaires à l'AVS/AI
 3600.852 Allocations familiales dans l'agriculture
 Adhérer à la décision du Conseil des Etats

327 Office fédéral de l'éducation et de la science

3600.304 Coopération technologique en Europe en matière de recherche et de développement
 3600.309 Programmes des CE encourageant la formation et la mobilité
 Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté**Volkswirtschaftsdepartement**Département de l'économie publique**Antrag der Kommission**703 Bundesamt für Aussenwirtschaft*

3600.850 Europäische Freihandelsassoziation Efta, Genf
 3600.851 Kohäsionsfonds
 Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

705 Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit

3600.850 Gezielte Aktionen zur Förderung des Tourismus
 3600.851 Beteiligung an den KMU-Programmen der EG
 Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

707 Bundesamt für Landwirtschaft

3600.850 Käseverwertung
 Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

720 Bundesamt für Veterinärwesen

3180.851 Laboruntersuchung Import/Export
 Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Proposition de la commission**703 Office fédéral des affaires économiques extérieures*

3600.850 Association européenne de libre-échange (AELE), Genève
 3600.851 Fonds de cohésion
 Adhérer à la décision du Conseil des Etats

705 Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail

3600.850 Actions spécifiques encourageant le tourisme
 3600.851 Participation aux programmes des PME de la CE
 Adhérer à la décision du Conseil des Etats

707 Office fédéral de l'agriculture

3600.850 Placement du fromage
 Adhérer à la décision du Conseil des Etats

720 Office vétérinaire fédéral

3180.851 Examens de laboratoire lors d'importations et d'exportations
 Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté**An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

Voranschlag der Eidgenossenschaft 1993

Budget de la Confédération 1993

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1992
Année	
Anno	
Band	VI
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	11
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	92.064
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	16.12.1992 - 08:30
Date	
Data	
Seite	2584-2586
Page	
Pagina	
Ref. No	20 022 059

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.